

## Déficit commercial La Tunisie dépense 6,43 milliards de dinars d'importations en deux mois



# ...Mais, «Toujours pas au bord de la faillite», selon le ministre de l'Economie

1,9 milliard de dinars de déficit commercial durant les deux premiers mois de l'année en cours, outre une inflation qui dépasse toujours le seuil du 5% (5,5% en février 2014). La Tunisie a dépensé environ 6430 millions de dinars pour l'importation contre des recettes de l'ordre de 4,51 milliards de dinars, générées par les exportations. Selon les statistiques officielles de l'Institut National de la Statistique, le déficit commercial de la Tunisie s'est encore aggravé par rapport au mois de janvier 2014, puisque la balance commerciale de la Tunisie dégageait par un solde négatif de 863,2 millions de dinars. Par glissement annuel, le déficit commercial s'est également approfondi puisqu'en février 2013, il a atteint 1,54 milliard de dinars. Tout compte fait, les mêmes statistiques laissent apparaître que les exportations n'ont évolué que de 2,7% durant la période (janvier-février 2014) alors que durant la même période, les importations progressaient de 8,3%, par rap-

port à la même période en 2013. Il en résulte ainsi un taux de couverture de 70,2%. Selon les analystes de l'INS, l'aggravation du déficit commercial est due d'une façon générale à une hausse remarquable de 51,7% des importations énergétiques. Ces importations concernent, principalement, l'achat du pétrole brut d'une valeur de 261,3 millions de dinars, et le gaz naturel pour une valeur de 319,5 millions de dinars. Parallèlement, les mêmes chiffres démontrent une régression des exportations. Cette baisse a touché principalement les exportations agricoles et alimentaires qui ont accusé une baisse de 36,4%.

Grosso modo, ces indicateurs reflètent une situation économique du pays très difficile à vivre. C'est d'ailleurs, ce que Mehdi Jomâa a fait remarquer lors de sa première apparition médiatique, une semaine avant. Pour le Chef du gouvernement, la Tunisie est menacée de faillite puisqu'elle connaît une crise économique grave. Une crise

que Hakim Ben Hammouda ministre de l'économie et des finances qualifie de passagère. C'est ainsi qu'il estime que la Tunisie n'est pas menacée de faillite, la situation économique et financière du pays est difficile, mais il ne s'agit que d'une crise passagère. Façon de dire que contrairement aux propos du Chef du gouvernement, les propos du Premier ministre étaient mal interprétés ! A qui vraiment croire ? De toutes les manières, seul le projet de loi des finances complémentaires pourra dévoiler les grandes orientations du gouvernement. Hakim Ben Hammouda, estime dans ce sens que l'examen du budget complémentaire 2014 sera bientôt entamé. Le gouvernement devra se procurer les ressources financières pour mobiliser une enveloppe de 3,5 à 4 milliards de dinars afin d'atteindre le budget estimé à 28 milliards de dinars. En d'autres termes, il nous manque entre 3,5 et 4 milliards de dinars. Le gouvernement est de nouveau condamné à s'endetter !

### 2 questions à Moez Lâabidi, Expert en Finance et Enseignant universitaire

## « La Tunisie peut enclencher " Les clauses de sauvegarde", pour limiter l'hémorragie de devises causée par l'importation de quelques biens de seconde nécessité »

**Le Temps : comment expliquez-vous l'aggravation du déficit commercial ?**

- **Moez Lâabidi :** le déficit commercial s'est creusé durant les deux premiers mois pour des raisons conjoncturelles, entre autres des effets saisonniers. Je cite en premier lieu la chute des exportations de l'huile d'olive de 79,7% pour atteindre 45,4 millions de dinars à fin février 2014, contre 224,1 millions de dinars durant la même période de 2013. Je citerai également l'augmentation des importations du pétrole. Cette augmentation pourrait s'expliquer par les restrictions faites sur la contrebande des hydrocarbures.

Et pour savoir l'origine du déficit commercial, je dirais qu'il existe un indicateur important qui nous permet de connaître si ce déficit se creusera encore ou non. Il s'agit de l'indicateur de l'importation des biens d'équipements. Il représente un indice avancé de l'investissement. Si l'importation des biens d'équipement augmente, il y aura certainement une relance de l'investissement.

**Quelles sont les solutions pour limiter ce déficit ?**

- Il faut des mesures exceptionnelles pour une période exceptionnelle. Ces mesures peuvent par exemple concerner l'arrêt provisoire des

importations de quelques biens de seconde nécessité. Je dirais dans ce sens, que la Tunisie peut enclencher « Les clauses de sauvegarde », pour limiter l'hémorragie de devises causée par l'importation de quelques biens de seconde nécessité (banane, chocolat, parfums...). Ces clauses sont prévues dans la convention de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) qui permet aux Etats adhérents d'y recourir pour stopper l'aggravation de leurs déficits commerciaux. J'avoue dans ce sens qu'il faut, à court terme, les enclencher aujourd'hui pour ne pas être forcé prochainement à stopper l'importation d'autres produits, à l'instar



des médicaments et des pièces de rechanges, produits indispensables pour notre économie. Au moyen et à long terme, seules les réformes structurelles peuvent basculer la Tunisie vers une économie d'innovation pour produire des biens à haute valeur ajoutée.

Zied DABBAR

### A noter

Le montant des importations en provenance de la Chine avoisinent 442,9 millions de dinars, soit environ 10% du total des importations durant les deux premiers mois de l'année en cours. Le made in China continue à envahir nos marchés !

### Un emprunt obligataire d'un milliard de dinars !

L'information fut annoncée par Mehdi Jomâa. Elle est confirmée par Chaker Soltani, directeur général de la gestion des dettes et de la coopération financière au ministère des finances qui a annoncé que selon les premières estimations l'emprunt obligataire devra atteindre 1 milliard de dinars. Il précise encore que les délais de souscription à l'emprunt obligataire national seront déterminés dans le projet de la loi des finances complémentaire de l'année 2014, estimant que cette opération devra être réalisée avant les prochaines élections. L'objectif de cet emprunt est la préservation des équilibres des finances publiques.

## L'œil de l'Expert

Programme économique du Front populaire :

# Un projet socialement audacieux ?

Le jeudi dernier les camarades de Hama Hammami, Ahmed Essadik et Mongi Rahoui ont présenté un programme économique particulièrement courageux et résolu : il s'agit du premier projet socioéconomique présenté par un parti politique ; autant dire que le tempo des campagnes électorales des législatives et des présidentielles est donné.

Après la rhétorique habituelle de Hama, dont il est le seul à connaître le secret, sur la troïka et son expérience au pouvoir, la place est laissée aux idéologies du parti pour présenter leurs projets économiques, financier et social : Tour à tour messieurs Lotfi Ben Aïssa, Mahmoud Mitr, Hassine Erahilli et Mustapha Jouilli ont exposé, chiffres et illustrations à l'appui, leur programme.

Il faut le reconnaître, le projet s'inscrit dans la droite ligne des exigences de la révolution ; il répond donc aux aspirations économiques et sociales des Tunisiens. Il a aussi cherché à répondre aux exigences des équilibres macroéconomiques et financiers. Le programme, ayant comme

philosophie la « justice sociale », s'articule autour de trois objectifs clés avec :

- Création de plus de 60.000 emplois,
- Développement des régions les plus défavorisées,
- Augmentation du pouvoir d'achat des classes les plus démunies.

Pour le Front populaire, l'Etat est le seul acteur économique et institutionnel capable de remédier aux défaillances du marché. Le pouvoir étatique doit donc intervenir massivement pour soutenir l'investissement mais aussi pour protéger les plus faibles. En clair, un « niet » catégorique est exprimé à l'égard de la politique d'austérité annoncée et amorcée par Mehdi Jomâa.

**Le budget de développement : cœur du programme**

Le Front populaire, très critique à l'égard de l'enveloppe allouée par le budget de la troïka pour 2014 au développement. Il propose de l'augmenter de 40% pour atteindre 8.150 millions de dinars.

Une vingtaine de projets sont déployés dont les financements s'évaluent de 10 millions à 500

millions de dinars. Les projets phares, pour ne citer qu'eux, sont : Une raffinerie à Skhira, la réhabilitation de l'aciérie de Menzel Bourguiba et une unité de recyclage de déchets métalliques à Kairouan.

**Allocation de 200 dinars pour les chômeurs diplômés du supérieur.**

Le programme du Front prévoit de renforcer l'intervention de l'Etat :

- D'une part, en élargissant son soutien aux familles les plus démunies. Il envisage en effet de rajouter encore aux 235.000 familles, qui bénéficient déjà du programme d'aides sociales, 115.000 ménages. Ceci impliquerait un coût supplémentaire de 200 millions de dinars.
- Et, d'autre part, en réinstaurant une allocation chômage de 200 dinars pour les 170.000 chômeurs diplômés du supérieur.

**Le concept des « dettes odieuses » refait surface**

Le Front populaire propose la suspension pure et simple du paiement du principal et des intérêts de la dette en attendant un audit pour déterminer le volume

des « dettes » qui incombent au régime de Ben Ali, c'est-à-dire les « dettes odieuses ». Le professeur Alexandee Nahum Sack, écrivait déjà en 1927 : "Si un pouvoir despotique contracte une dette non pas selon les besoins et les intérêts de l'Etat, mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, cette dette est odieuse pour la population de l'Etat entier. Cette dette n'est pas obligatoire pour la nation : c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée ; par conséquent, elle tombe avec la chute de ce pouvoir".

Les responsables du Front soulignent le fait que la dette extérieure tunisienne représente 63% de l'endettement total. Ils envisagent l'émission d'un emprunt obligataire national de 2.500 millions de dinars.

**Recrutement de 12.000 fonctionnaires et une augmentation des salaires de 40 dinars par mois.**

Pour ce faire le Front populaire prévoit de supprimer, purement et simplement, le programme de réhabilitation et de dédommagement des fonctionnaires opprimés

et lésés professionnellement pour des raisons politiques, sous le régime de Ben Ali.

**Une justice fiscale pour une meilleure justice sociale**

Fidèle à ses principes de partage et d'égalité, le Front populaire prévoit dans son programme une taxe exceptionnelle de 5% sur les bénéfices des entreprises pétrolières et minières. Les 495 millions de dinars engrangés grâce à une telle mesure viendraient compenser l'annulation des nouvelles mesures fiscales prévues dans la loi de finance 2014.

**La recapitalisation des banques incombant aux hommes d'affaires**

Ils proposent aussi de suspendre la recapitalisation des trois principales banques publiques (STB, BH, BNA) de 500 millions de dinars en attendant l'audit de ces institutions. Ils considèrent que « la recapitalisation de ces banques devrait être supportées par les hommes d'affaires qui s'en sont servis », d'après leur propos !

[Ezzeddinebenhamida.jimdo.com](http://Ezzeddinebenhamida.jimdo.com)



Par Pr. Ezzeddine BEN HAMIDA

## On en parle

Crise économique :

### A chacun ses remèdes

L'intervention du Chef du Gouvernement provisoire Mehdi Jomâa sur El Watanya 1 et Nessma, a eu le mérite de réanimer le débat pour susciter les réactions et les commentaires les plus divers autour de la crise économique qui sévit dans le pays. Pour récapituler, il y a péril économique en la demeure et comme remèdes le Chef du gouvernement prescrit essentiellement aux Tunisiens: Retour au travail et sacrifices. Est-ce suffisant pour faire sortir le pays de la zone rouge, qui ne peut mener qu'à la banqueroute ? Les spécialistes, les économistes, les organisations nationales et même les partis politiques se sont ingénies à parler tout au long de la semaine dernière afin d'établir chacun à sa conception un diagnostic détaillé de la situation économique et de suggérer les antidotes nécessaires pour un prompt rétablissement de l'économie nationale. Le Front populaire a présenté son programme économique et social, un programme irréaliste au vu de nombreux observateurs mais qui reste quand même une contribution d'un parti politique dans la résolution des problèmes économiques qui font déchoir le pays dans l'incertitude économique. Pour le gouvernement provisoire, les solutions s'articulent essentiellement autour : de l'instauration de la paix sociale pour rompre définitivement avec les mouvements sociaux, l'arrêt de travail et la chute remarquable de la productivité du travail en Tunisie post-Révolution ; du recours obligé aux mesures d'austérité façon de sensibiliser les Tunisiens sur la nécessité de consentir des sacrifices, un passage obligé ou un mal nécessaire selon les propos de Mehdi Jomâa ; de la reprise des investissements et du rôle du secteur privé dans la création de richesse, dans le développement régional et surtout dans la création d'emplois après la saturation déclarée du secteur public.

Du côté des économistes et professionnels et même si les avis divergent, le recours à l'emprunt extérieur tout en ayant l'audace d'entamer des refoites en profondeur notamment sur le système de compensation, le système fiscal et sur le modèle économique tunisien en général, s'imposent dans les temps qui courent.

Pour le patronat, le plan de sortie s'articule autour de 12 axes, lesquels ont été présentés lors du forum de dialogue avec le gouvernement organisé vendredi par l'UTICA. Parmi les points suggérés on retiendra : la trêve sociale, la lutte contre la contrebande et le commerce parallèle, la création d'un comité national tripartite pour examiner les moyens de renforcer la productivité de travail qui reste une condition nécessaire à l'amélioration de la capacité concurrentielle de l'entreprise et des rémunérations salariales. L'exonération des sociétés exportatrices de l'impôt sur les bénéfices tout en soumettant les bénéfices distribués à l'impôt, la résolution des problèmes fonciers qui gangrènent les régions, le lancement d'un système spécifique à la propriété artisanale par analogie à la propriété commerciale et la rupture avec les emplois fictifs dans la fonction publique et le système de primes ou d'allocations de chômage... telles sont les principales suggestions avancées par le patronat. Finissons avec la centrale syndicale, laquelle tient indubitablement aux augmentations salariales et rejette toute idée de gel des augmentations et toute autre forme de sacrifice qui nuit au pouvoir d'achat du consommateur.

Ainsi, les remèdes et prescriptions s'entremêlent d'une partie à l'autre. Entre gouvernement, UTICA, l'UGTT, politiciens et économistes à chacun sa vision. Entre temps, monsieur lambda continue de naviguer à vue et de se lamenter sur son sort.

Yosr GUERFEL AKKARI

## Mobiles

### Tunisiana conclut un accord inédit avec Google

En concluant un partenariat exclusif avec Google, Tunisiana renforce son positionnement stratégique et met encore une fois l'accent sur le numérique. Cet accord permet à la filiale du Groupe Ooredoo de bénéficier de l'appui du géant américain, d'optimiser son utilisation des services Google et d'offrir à ses clients de nouveaux services tels que des sessions de chat avec des personnalités publiques ou l'emplacement des boutiques TUNISIANA sur Google Maps. Taieb FARHAT, Directeur Commercial TUNISIANA stipule que « Grâce à ce partenariat, nous renforçons nos relations avec les clients. Il leur sera désormais possible de profiter de services plus optimisés tels que Google+, YouTube ou Google AdWords qui permettent aux utilisateurs d'accéder plus facilement à l'information ».

**3=30 est de retour chez Tunisie Telecom**

Pour répondre aux attentes de ses clients fans du « 3=30 », Tunisie Telecom a relancé cette promotion à tout son parc d'abonnés du GSM prépayé à partir du 5 mars pour se poursuivre jusqu'au 30 avril prochain. A rappeler que cette offre promotionnelle permet de communiquer une demi-heure entière avec le coût de trois minutes uniquement. En effet pour tout appel au-delà de 3 minutes sur le réseau GSM de Tunisie Telecom, les 27 minutes de communications suivantes seront offertes par Tunisie Telecom... Si la durée de l'appel est supérieur à 30 minutes : la communication sera de nouveau taxée au tarif en vigueur dès la 31ème minute jusqu'à atteindre la 33ème minute pour bénéficier de la gratuité. Afin de bénéficier de cette promotion, l'abonné devra composer le code \*156# moyennant 1 DT qui sera déduit directement du solde de l'abonné.

**...Un 1er pack chez Elissa**

Elissa diversifie davantage ses offres en commercialisant son premier pack ! Ce nouveau pack lancé sans engagement offre le terminal Nokia 105, une nouvelle SIM Pack-Elissa gratuite, 100 Mo Internet Mobile et 100 % de BONUS sur la consommation mensuelle durant les 5 premiers mois à partir de la date de l'achat du pack. Ce bonus peut atteindre 100 DT et rembourser de la sorte 200% du prix du terminal. En outre Elissa offre 50% de Bonus systématique sur chaque recharge de 5 DT et plus. L'option « numéro préféré » qui offre une heure de communication et 200 SMS par jour valables vers un numéro préféré Elissa pour seulement 1DT, est aussi intégrée dans ce pack. Tous ces avantages sont proposés à 43 DT TTC seulement !

Kamel BOUAOUINA

Journées de l'immobilier à l'UTICA

## Construire mieux et moins cher

Les journées de l'immobilier organisées les 11 et 12 mars par Invest Consulting capitalisent pour leur sixième édition un savoir-faire reconnu par tous les professionnels du secteur. C'est un rendez-vous incontournable et attendu par tous. « Cet événement dédié aux professionnels du marché de l'immobilier tels que les promoteurs, les entrepreneurs de réalisation, les acteurs des secteurs financiers et bancaires, les compagnies d'assurance, les architectes, et autres, se révèle être un lieu privilégié de promotion et de rencontres » a précisé Faouzi Ayadi directeur de ces journées au cours d'un point de presse organisé au CONECT. Cette 6e session, qui verra

également la participation de plusieurs organismes et structures (Agence nationale de maîtrise de l'énergie, Office national des mines, CTMCCV, OAT, Direction générale des bâtiments civils, Direction générale de l'habitat, la Chambre syndicale des promoteurs immobiliers...), aura pour thème principal: «L'Eco-construction: Comment construire mieux et moins cher? Vers un nouveau modèle de développement durable dans le domaine de la construction». Eco-construire équivaut aujourd'hui à atteindre une haute performance sur plusieurs cibles touchant à l'environnement, au confort et la santé des occupants d'un bâtiment, en particulier la préservation des

ressources énergétiques (matières premières, eau), la lutte contre le changement climatique, la réduction des déchets et de la pollution, la qualité de l'air intérieur, le confort des occupants (acoustique, visuel), la qualité environnementale et sanitaire des produits de construction.

Les acteurs de la construction disposent aujourd'hui de référentiels, normes ou certifications pour les aider dans leurs projets à atteindre ces performances. Ces journées s'assignent comme objectif : l'amélioration de la réalisation de l'habitat répondant au triptyque : confort, qualité, prix ; soit un logement décent accessible et répondant aux nouvelles normes de développement

durable. Elles essayent de mettre en exergue l'émergence du marché de l'immobilier et ses larges possibilités d'investissement. Au menu ajoute M Ayadi quatre événements : un espace informatif, participatif et interactif ainsi que des rencontres B2B et de partenariats dédiés au green building ; un espace d'exposition avec des stands équipés pour mettre en avant le savoir faire et les produits aux visiteurs, et enfin une série de conférences techniques permettant la présentation des différents produits, services et solutions des entreprises partenaires.